

Socialisme & Démocratie

Agir pour le Renouveau Socialiste en Essonne

Juillet 1997

Cinq ans pour changer

QUI AURAIT PU CROIRE en mars 1993 que, quatre ans après cette sérieuse défaite, nous serions aujourd'hui de retour au pouvoir, avec un gouvernement représentatif de toute la gauche. Même s'il reste encore beaucoup à faire, on mesure mieux aujourd'hui l'impact de la rénovation de notre discours, de nos structures et de nos pratiques. La démarche de Lionel Jospin qui a imposé le renouvellement de nos candidats, la féminisation, l'engagement de ne promettre que ce que l'on pourra faire, l'alliance sur de nouvelles bases avec les Verts et le Parti communiste, le retour à l'éthique en politique a permis notre victoire. C'est sur ces bases qu'il faut continuer.

Si nous ne devons pas boudier notre plaisir, nous savons en même temps que les difficultés auxquelles NOUS allons être confrontés sont bien réelles. Je dis bien « nous », car il ne saurait être question que les socialistes restent spectateurs dans la période qui s'engage.

Certains dans notre parti, pour ne pas les nommer les camarades de la gauche socialiste, ont fait le choix du soutien critique sans participation. Certains discours du dernier conseil fédéral, et l'approche du congrès peuvent nous faire craindre que cela vire rapidement à la critique sans soutien ni participation. C'est leur droit, même si nous le regrettons. Nous faisons le choix d'une autre attitude.

Bien loin d'être des socialistes « godillots », nous voulons être, bien sûr, le relais des aspirations citoyennes vers le gouvernement. Mais nous voulons aller plus loin en alimentant la réflexion collective, bien entendu sur l'actualité, mais aussi, en nous projetant sur l'avenir. Nous voulons également nous engager car nous ne souhaitons pas nous retrouver dans cinq ans avec l'impression que nous n'aurions pas fait le maximum pour que la gauche réussisse. Appartenants à la mouvance rénovatrice au sein de notre parti, nous reconnaissons dans les démarches de Lionel Jospin, Michel Rocard ou Martine Aubry, nous ne voulons pas reprendre les vieux réflexes de la gauche grincheuse ou archaïque.

Il faudra du temps pour changer ce pays et replacer l'homme au cœur de la société. Il faudra également des accélérations, tout particulièrement

dans le domaine de l'emploi. Il faudra également des réformes en profondeur pour réduire les inégalités mais également pour adapter notre pays à un monde en pleine évolution. Nous avons cinq ans pour cela. Tirant l'expérience de notre gestion des années 80, il nous faut apprendre, et faire comprendre, que les véritables changements sont ceux qui s'inscrivent dans le temps.



Le Monde, 28 juin 1997

Nous avons maintenant tous les éléments pour construire en Essonne comme dans le pays et en Europe, une gauche moderne, fière de ses valeurs mais adaptée à son temps. La réussite de cette aventure collective dépend de l'engagement de chacun. Tous ensemble, nous pouvons réussir.

François LAMY

Pour contacter nos parlementaires :

François LAMY

7, avenue du 8 Mai 1945 91120 Palaiseau
Tél : 01 69 31 20 55 - Fax : 01 60 10 90 10

Yves TAVERNIER

BP 63 91416 Dourdan
Tél : 01 64 59 59 81/01 40 63 84 29 - Fax : 01 64 59 58 64

Nos représentants au bureau fédéral :

Michel ABHERVÉ, Yves DROULERS, Stéphane DUCREST, Joëlle JÉDRİKA, François LAMY, Jean-François NOËL, Marie-Christine PÉRRIGNON, Yves TAVERNIER, Gilles VOLLANT.

Une nouvelle forme de cohabitation

ou les excentricités d'une V^e République que le monde entier nous envie

LORS des dernières semaines de la campagne électorale, les néogaullistes ont mené une campagne sur-réaliste, sur le thème de la cohabitation : « attention, si vous élisez une majorité de gauche, nous vivrons une nouvelle cohabitation. Dans cette situation, le gouvernement de la France est inefficace, le pays ne pourra pas peser sur la scène internationale ni entreprendre de grandes réformes ». C'est un bel exemple de la malhonnêteté intellectuelle dont est capable la droite de notre pays. À qui doit-on ces institutions qui font de la France le seul pays d'Europe où l'on se pose ces questions pratiquement à chaque élection ? À ceux qui ont rédigé la constitution de 1958, et peut-être plus encore à l'interprétation très présidentielle (monarchique, dit-on même souvent) avec laquelle ils l'ont mise en place. Et prenant prétexte des graves défauts de la IV^e République, on essaye de nous faire croire que la V^e République est un modèle d'efficacité, ce qui est un comble... les institutions françaises sont les moins démocratiques (personnalisation et sacralisation des décisions du chef de l'État hors « cohabitation », rôle diminué des partis politiques) et les moins efficaces d'Europe (hors Italie peut-être).

Si, comme tous ses voisins, la France vivait sous un vrai régime parlementaire, un gouvernement de « cohabitation » ne vivrait pas sous la menace d'une dissolution non souhaitée, sauf à perdre la confiance du Parlement. La définition des politiques étrangère et de défense ne devrait pas être l'objet d'une unité de façade entre le président et le gouvernement. Une telle confusion asphyxie un débat démocratique majorité/opposition sur ces sujets, et ces dernières semaines ont montré

l'importance centrale de certaines décisions de politique étrangère.

Avant de procéder à une réforme constitutionnelle, certes souhaitable mais qui ne se profile pas dans un horizon immédiat, il est possible de promouvoir une lecture plus parlementaire de notre constitution, qui fait du gouvernement le centre des décisions politiques. Par exemple, « *le président de la République est le chef des armées* » (article 15), ce que l'on nous rappelle



Le Monde, 3 juin 1997

souvent, mais ce titre est aussi donné aux monarques constitutionnels des pays qui nous entourent. Mais on se souvient moins que « *le Premier ministre (...) est responsable de la défense nationale* » (article 21). Les règles de participation aux sommets internationaux et la décision de déclencher la bombe nucléaire ne sont pas non plus fixées dans la constitution. Ces exemples montrent que le fonctionnement de la V^e République telle que nous la connaissons, provient plus des usages que des textes eux-mêmes. Donc il est possible de se diriger progressivement vers un système parlementaire avant même de toucher aux textes.

La période qui s'ouvre peut servir à cela. Il faudra donc réaffirmer que l'ensemble des choix politiques de l'État doit procéder du gouvernement, émanation de la majorité parlementaire, donc de la nation. De plus, il faudra

éviter une séparation totale entre le gouvernement et les partis de la majorité, c'est-à-dire en premier lieu du Parti socialiste. Les expériences passées nous enseignent que si une telle coupure se produit, le gouvernement prend ses décisions isolément, et que la parole du parti et des groupes parlementaires est ignorée. On perd alors en démocratie et finalement en efficacité ; un gouvernement ne peut agir longtemps sans écouter la société et ses corps intermédiaires.

C'est pour cela que, par exemple, les ministres continuent à participer aux débats du bureau national du Parti socialiste. Il serait souhaitable, également, qu'après le congrès de fin 1997, Lionel Jospin continue à exercer les fonctions de premier secrétaire, (assisté par un premier secrétaire délégué bien entendu). Cela nous rapprocherait d'un système parlementaire : celui

qui est responsable devant les militants des positions du parti, serait aussi celui qui effectue les choix politiques du gouvernement, ce qui garantirait une meilleure cohérence et serait plus démocratique. Certes, cela présente quelques inconvénients, notamment l'affichage d'un cumul de fonctions (bien que ce système soit naturel chez tous nos voisins, souvent bien plus avancés que nous sur la limitation des cumuls de mandats électoraux)...

Le débat institutionnel n'est pas celui qui intéresse en premier lieu nos concitoyens, et cela est sans doute légitime. Mais il ne faut pas pour autant négliger l'importance de ces questions. Si l'on veut faire réduire le malaise politique que vit notre pays, on doit assurer un fonctionnement plus équilibré de notre démocratie.

Gilles VOLLANT

PS/Verts : les fruits d'un accord

LA VICTOIRE du 1^{er} juin et la construction d'un gouvernement pluraliste autour de Lionel Jospin sont le résultat du rassemblement des forces de gauche et des écologistes au niveau national. Malgré le manque de recul par rapport à l'événement, certains éléments du processus qui ont permis ce rassemblement apparaissent suffisamment clairement pour alimenter la nécessaire réflexion des socialistes de l'Essonne sur la stratégie et la pratique des alliances politiques. Cette réflexion s'impose dans la mesure où la Fédération de l'Essonne n'a pas pu, su ou voulu opérer ce rassemblement au niveau départemental, et où cet isolement politique a joué un rôle dans le mauvais résultat de l'élection législative. Il ne s'agit pas ici d'ouvrir une polémique stérile avec ceux de nos camarades qui revendiquent la paternité politique d'une alliance Rouge/Rose/Vert dont ils ne nous ont jamais donné le mode d'emploi, mais d'engager une réflexion pour que nous sortions de cette impasse avant les échéances électorales (régionales et cantonales) de l'année 1998.

Dans cette dynamique de rassemblement, l'accord entre le PS et les Verts a joué un rôle déterminant.

Sa conclusion même annonçait la possibilité d'une nouvelle configuration politique à gauche. En effet, il ne s'agissait pas d'une union de la gauche « bis » élargie aux écologistes, mais d'un accord entre la force principale de la gauche et un mouvement qui traduit l'émergence depuis une vingtaine d'années de nouvelles aspirations politiques que la gauche se devait de prendre pleinement en compte.

La crédibilité de cet accord a beaucoup tenu au fait qu'il ne s'agissait pas d'un coup tactique issu d'une soudaine rencontre Voynet/Jospin à la veille d'une élection. Il faut ici rappeler que cet accord vient de loin. Il est le résultat d'un long travail en commun, engagé depuis 1994 dans le cadre des « Assises de la transformation sociale » voulues par Michel Rocard au lendemain des états généraux de Lyon en 1993, assises dont il avait délégué la responsabilité à... Lionel Jospin. Aussi la conclusion de cet accord a-t-elle été un signe en direction de l'électorat que la promesse de rénovation des socialistes était en marche, dans les méthodes (respect du partenaire) comme dans le contenu (prise en compte de l'impératif écologique dans les propositions).

Cet accord aura eu le mérite de mettre fin à la tentative de constitution d'un « pôle de radicalité » autour d'un axe PC/Verts qui nous aurait conduits tout droit vers une nouvelle défaite. Et l'on pourrait ajouter, en direction de nos camarades qui ne cessent d'invoquer « le mouvement social » pour justifier chacun de leurs propos, que cet accord est d'abord entré en résonance avec la mobilisation contre le congrès du FN à Strasbourg au mois de mars, mobilisation dont les deux figures emblématiques furent Catherine Trautmann et Daniel Cohn-Bendit.

Tout cela, pour notre part nous l'avons dit ou écrit au sein de la Fédération, avant que Chirac ne dissolve l'Assemblée. Mais il nous faut en plus tirer une leçon majeure du scrutin des 25 mai et 1^{er} juin : là où l'accord national a été pleinement mis en œuvre, il a permis de fixer à gauche des voix écologistes bien au-delà de ce que représentent les seuls « Verts » officiels, voix qui, au cours des dernières années rejoignaient souvent les rangs des abstentionnistes au 2^e tour (quand elles ne se reportaient pas à droite). Les résultats sont là : grâce à cet apport de voix écologistes, des candidats socialistes ont gagné des circonscriptions, et des candidats Verts ont été élus dans des circonscriptions qui leur étaient réservées, grâce au soutien actif des socialistes.

Dans une gauche plurielle, il ne s'agit pas, dans notre esprit, de substituer une alliance avec les Verts à la vieille alliance privilégiée PS/PC, mais de prendre acte pleinement qu'il y a la place pour une dynamique politique Rose/Vert, au bénéfice de la gauche tout entière.

Prendre pleinement acte, c'est, pour notre fédération, prendre l'initiative pour aboutir à une traduction au niveau départemental de l'accord national PS/Verts, et proposer à l'ensemble de nos partenaires de gauche et écologiste de les soutenir dans certains cantons et de constituer une liste de large union aux élections régionales, pour créer le rassemblement nécessaire à la victoire en 1998, et pour préparer de futures majorités municipales pour 2001. Compte tenu du passé et des conditions dans lesquelles se sont déroulées les législatives en Essonne, la tâche est difficile. Mais la principale force de la gauche ne peut pas se dérober devant la responsabilité qui lui incombe.

Jean-François NOËL

La victoire imprévue

LA VICTOIRE de la gauche aux dernières élections législatives a créé quelques surprises : le président de la République n'avait pas envisagé ce résultat lors de la dissolution, les sondages et les analystes financiers interna-

tionaux garantissant une substantielle avance à la coalition UDF-RPR (ce qui explique les curieuses oscillations de la Bourse entre les deux tours), et même dans nos propres rangs, de nombreux militants n'osaient y croire.

Nous pouvions craindre que le puissant rejet dont nous avons été victimes en 1993 n'ait pas été totalement dissipé. Cette période n'a probablement pas été oubliée, mais nous avons su convaincre nos concitoyens d'effectuer un

choix raisonné sur les candidats de la gauche. Certains électeurs se préparaient sans doute à revenir vers nous en 1998, et ont dû le faire de façon anticipée...

La volonté de sanctionner un président et un gouvernement qui ont oublié, sans autre forme de procès, les engagements de la campagne présidentielle, qui n'ont obtenu aucun résultat sur l'emploi et qui ont tenté de conserver le pouvoir par une ultime manœuvre politique a pesé. Mais, surtout, nos conci-

toyens ont estimé que la démarche du Parti socialiste et de Lionel Jospin était digne de confiance.

Les Français ont sévèrement jugé l'absence de projet de la droite, mais ils ont également appris à être très critiques vis-à-vis des programmes. Ils ne veulent pas d'un gouvernement qui serait contraint de l'abandonner au bout de quelques mois. Ils ont comparé les mesures chocs des quarante premiers jours proposées par Alain Juppé, et la volonté que nous avons eue de présen-

ter un programme, pensé pour une législature de cinq ans, et suffisamment crédible pour être considéré avec sérieux.

Par sa campagne, Lionel Jospin a su respecter les Français. Dans une période où les citoyens ont l'impression que le discours politique n'est qu'un jeu où l'on se partage le pouvoir avec cynisme, c'était la meilleure chose à faire pour remporter la victoire et redonner une meilleure santé à notre démocratie.

Pour un comité départemental d'éthique

IL N'EST PAS SÛR que la virulence dans la condamnation des turpitudes de la droite essonnienne ait été le meilleur gage de succès pour les candidats PS aux législatives 1997.

Il serait cependant erroné de conclure que les électeurs se désintéressent de la morale des élus, et l'on peut continuer à croire que l'une des clés de la victoire aux cantonales de 1998 réside dans notre capacité à prouver une forte détermination de rupture avec le climat financier et judiciaire mis en place par l'équipe Dugoin, où se mêlent les soupçons de gestion partisane des deniers publics, de népotisme et d'enrichissement personnel.

On pourra remercier Xavier Dugoin d'avoir fait connaître aux Essonnais, et au-delà, l'existence d'un conseil général dans l'Essonne et l'importance des sommes inscrites à son budget.

Par cette éducation civique à rebours, les électeurs sont désormais nombreux à connaître l'envers des règles de compétence qui régissent les départements : non, le département n'est pas fait pour financer les autoroutes, ni pour verser de l'argent de poche à la femme des copains.

Mais cette formation politique accélérée offerte par les affaires essonniennes a un revers : les électeurs, lassés de tout, restent enclins à globaliser et à mettre tous les conseillers généraux dans le même sac. Toute la communication de Dugoin vise d'ailleurs ce résultat.

Certes, dans cette campagne, la personnalité de nos candidats parlera pour nous, mais, aussi injuste que cela puisse paraître, cela ne suffira pas.

Dès lors, il faut trouver les moyens politiques de proposer des avancées tangibles et crédibles sur la voie d'un plus respectueux usage des deniers publics.

Il faut également combattre les délais trop longs entre les faits et le moment où la vérité est avérée par les organes habituels de contrôle de l'activité des élus – chambre régionale des comptes et autorité judiciaire.

Dans ce cadre, il faudra tout au long de la campagne formuler des propositions fortes sur lesquelles il est aujourd'hui temps de réfléchir.

Nous soumettons donc à la réflexion, l'engagement que le PS pourrait prendre de constituer au lendemain de sa victoire un comité départemental d'éthique.

Ce comité serait composé de trois ou cinq membres, qualifiés pour leur compétence juridique ou financière et leur capacité à constituer ensemble une autorité indépendante – l'un d'entre eux pourrait être désigné par l'opposition. Les membres de ce comité se verraient autoriser un accès en temps réel à tout dossier et à toute réunion : commission permanente, commission d'ouverture des plis... À même de tout savoir, ce comité serait chargé de faire connaître ce qu'il jugerait utile de confier à la presse, au contrôle de légalité ou au juge.

Certes, de prime abord, la proposition peut sembler sortir du cadre républicain le plus strict. Au nom de quelle légitimité contrôlerait-on des élus issus du suffrage universel ?

En réponse, il faut noter deux principes. Le premier c'est qu'en lui-même le comité n'a aucun pouvoir. Il ne sert qu'à gagner du temps sur ce que la presse, le préfet ou le juge finiront toujours par connaître ; il ne modifie pas le fonctionnement des institutions de contrôle en place, il les rend plus vite efficaces.

Le second principe est lié à la mutation des institutions républicaines. Face à un danger avéré de voir le fossé se creuser entre la classe politique et le reste de la société, il faut s'efforcer de trouver les moyens de recréer de la confiance. Un tel comité serait à coup sûr contraignant pour le fonctionnement d'une assemblée élue, mais il pourrait, avec d'autres outils qui restent à inventer, permettre de renouer la trame du tissu social et affirmer une spécificité de la campagne des socialistes.

Fabienne ILTIS – Jean-Pierre PILLON

Réussir l'Europe sociale et l'Europe de la croissance

LA CONSTRUCTION européenne a connu de nombreuses avancées. Mais l'Europe sociale, elle, a piétiné, créant un déséquilibre dangereux, tant pour le modèle de société auquel nous sommes attachés que pour la poursuite de la construction européenne proprement dite.

L'année 1997 doit servir à faire resurgir la question sociale en Europe. La fermeture brutale de l'usine Renault de Vilvorde a, involontairement, permis une prise de conscience de ce qui reste à faire. La manifestation de protestation, à Bruxelles, mettait en lumière l'insuffisance des mécanismes de concertation des partenaires sociaux à ce niveau, et l'émergence d'un syndicalisme et d'une citoyenneté au niveau européen, perceptible par tous. Mais beaucoup reste à faire...

Le Parti socialiste est fortement attaché à la construction européenne, mais celle-ci ne doit pas être l'instrument qui nous impose une politique monétariste et libérale. Aucune de ces préoccupations ne doit occulter l'autre. C'est sur cette base que nous avons critiqué le pacte de stabilité monétaire conclu fin 1996, le gouvernement français d'alors se désintéressant de la question. Ce pacte oblige notamment les pays signataires à rester en dessous de 3 % de déficit budgétaire, ce qui rend plus difficile une relance de l'activité économique par la consommation dans une période où la demande fait défaut.

À peine arrivé au pouvoir, le gouvernement a dû faire des choix difficiles lors du sommet d'Amsterdam. Une remise en cause du pacte de stabilité par la France seule, après l'avoir signé en 1996 n'aurait abouti qu'à bloquer le processus de création de l'Euro (offrant ainsi les monnaies européennes concurrentes en pâture aux marchés) et à isoler la France. Lionel Jospin ne l'a pas fait, obtenant par contre que pour la première fois, l'Union européenne investisse des moyens dans une politique de l'emploi marquant ainsi un point dans les faits et dans les esprits. L'essai sera transformé lors d'une deuxième étape, cet automne, au sommet de Luxembourg, où l'action en faveur de l'emploi sera pour la première fois à l'ordre du jour.

La construction européenne a, en quelques jours, commencé à être réorientée. Cet effort devra être poursuivi lors des prochains sommets. Mais pour modifier le cours des choses, la France ne peut agir brusquement et seule : prétendre que nous avons vocation à changer seuls le cours des choses, en projetant simplement sur l'Europe notre culture colbertiste et jacobine, ne servirait qu'à rappeler à nos voisins combien ils nous trouvent parfois arrogants ; une crise déclenchée dans ces conditions n'aurait pas été très productive. Nos camarades participent, certes, au gouvernement dans douze pays de l'Union, mais même entre socialistes, les conceptions peuvent différer. Non parce que certains seraient plus socialistes que d'autres, cette caricature serait injuste, mais parce que les cultures et l'histoire ont forgé des sensibilités

diverses. S'il faut parfois dépasser ces différences, rien ne serait pire que de les ignorer.

La mémoire collective des Allemands, par exemple, reste marquée par la formidable dévaluation du mark dans les années vingt, avec la suite que l'on connaît. Par opposition, la santé du deutsche mark d'après-guerre va de pair avec la force économique de la RFA. L'idée de faire l'Euro avec des déficits budgétaires plus importants que prévu est donc très impopulaire en Allemagne, même à gauche.

Tous ceux qui souhaitent un progrès de l'Europe sociale, et parmi eux le nouveau gouvernement français, vont avoir de nombreux combats à mener ces prochains mois : faire vivre le dialogue social à l'échelle européenne (avec par exemple la mise en place des comités de groupe européens), entrée de l'Italie dans l'Euro, mise en œuvre d'une politique de croissance et d'investissement (rendue plus difficile au niveau national non seulement par le pacte de stabilité mais aussi par l'interdépendance de nos économies) et, plus généralement, refus d'une politique monétariste et libérale. Ce combat ne fait que commencer, et il est essentiel.

Gilles VOLLANT

Allocations familiales, un choix de justice sociale

L'ANNONCE d'une réforme des prestations familiales faite par Lionel Jospin dans son discours de politique générale a pu surprendre l'opinion dans la mesure où cette réforme ne figurait pas explicitement parmi les propositions que nous avons faites pendant la campagne des législatives. Elle ne peut surprendre les socialistes car depuis longtemps, l'idée d'une réorientation des prestations familiales plus favorable aux familles qui en ont le plus besoin figure dans nos orientations. Et pour cause : attribuer les allocations familiales sous condition de ressource est une mesure de justice sociale. De plus, ce projet s'inscrit dans un ensemble de mesures immédiates (allocation de rentrée scolaire portée à 1 600 F par enfant, engagement qu'aucun enfant ne soit exclu des cantines scolaires, revalorisation du barème de l'aide au logement, majoration du SMIC de 4 %) et dans un ensemble de réformes visant à plus de justice sociale. Face à la droite qui se mobilise pour le combattre (quoi de plus normal ?) les socialistes doivent se mobiliser pour expliquer et défendre ce projet conforme à nos valeurs et à l'exigence de solidarité.

Objectif emploi des jeunes

LA CRÉATION de 700 000 emplois pour les jeunes dans les premières années de la législature, a été au cours de la campagne des législatives, la plus discutée de toutes les propositions du « petit livre vert ». Discutée par la droite, bien sûr, par les milieux économiques et par de nombreux « experts », mais aussi (tous ceux qui ont activement fait campagne l'ont mesuré au quotidien) par l'électorat populaire. Discutée enfin dans nos rangs, et particulièrement dans ceux issus de la « 2^e gauche », tant il est vrai qu'à première vue cette proposition peut sentir l'étatisme et l'économie administrée. Parce qu'elle est devenue emblématique de notre volonté d'inventer un autre avenir que celui que nous imposait implacablement la logique libérale, c'est sur cette proposition que les Français jugeront de la réussite ou de l'échec du gouvernement de Lionel Jospin.

Mais la réussite ne suppose pas seulement que le gouvernement « travaille bien », il faut aussi que les socialistes y contribuent par leur mobilisation, partout où ils agissent en premier lieu à travers les municipalités et les collectivités territoriales. Il faut donc que chacun soit bien convaincu qu'il s'agit d'une proposition juste et crédible.

Assumer la responsabilité du politique sur la question de l'emploi

Le politique (et avec lui l'État) ne peut pas tout. Nous le savons, et rien ne serait pire qu'un retour aux illusions de 1981. Mais il nous faut aussi prendre en compte que le chômage, et celui des jeunes en particulier, n'est pas une pure affaire de déséquilibre (structurel ou conjoncturel) entre l'offre et la demande sur le marché du travail, mais résulte d'un fonctionnement global de la société – social, culturel, institutionnel, et pas seulement économique – et que, par conséquent, la responsabilité du politique est engagée.

Nous mesurons aujourd'hui à quel point l'impuissance collective à contenir la montée du chômage et de l'insécurité sociale a contribué à la défiance des citoyens à l'égard du politique et fait le lit du Front national. Il nous fallait donc affronter la question de savoir à quoi sert le politique s'il est incapable de dessiner les réponses aux problèmes majeurs de la société. Sur la question de l'emploi, il n'y avait plus que deux réponses possibles : entériner le dépôt de bilan ou retrouver l'espace du politique. C'est cette seconde voie que nous avons choisie lors de la convention nationale de décembre sur l'emploi. Mais pour être crédibles, il nous fallait non seulement affirmer notre volonté politique (placer l'emploi au cœur de notre politique), mais aussi créer par des propositions à la fois précises et fortes, un choc dans l'opinion et ouvrir une brèche dans la résignation générale à accepter le chômage.

L'emploi, un choix d'organisation sociale

Ce retour du politique, que nous avons voulu, sur la scène de l'emploi serait un pur acte de volontarisme sans prise sur le réel s'il n'était rendu nécessaire par les données actuelles du fonctionnement économique.

En premier lieu, il faut enfin admettre qu'il n'est plus possible de parier sur la seule croissance économique pour résoudre le problème du chômage. Même si elle se traduit par des soldes positifs en termes d'emploi, elle ne peut suffire à résorber un taux de chômage de 12 %. Plus fondamentalement, les dernières années ont montré que la croissance ne garantit plus le développement de l'emploi. Il faut en tirer les conséquences : si l'emploi n'est plus un produit naturel du développement économique, la décision de créer de l'emploi relève d'un choix d'organisation sociale, fait par les citoyens et mis en œuvre par la puissance publique et l'ensemble des corps sociaux.

En second lieu, il faut aussi prendre en considération qu'une grande partie des créations d'emplois possibles se situe dans des domaines d'utilité sociale (aide aux personnes et aux familles, santé, éducation, loisirs, etc.) qui ne peuvent pas (pour des raisons économiques) et/ou ne doivent pas (pour des raisons sociales et culturelles) être laissés à la main invisible du marché. De là découle notre projet de créer dans les meilleurs délais 350 000 emplois pour les jeunes dans ces domaines, en les finançant par la redistribution.

En finir avec le chômage des jeunes

Fallait-il pour autant mettre en avant le chômage des jeunes, avec le risque que les chômeurs « pas jeunes » se sentent abandonnés (ou le soient réellement). On peut en discuter, à condition de prendre en considération :

- le fait que depuis 20 ans, ce sont les jeunes qui ont payé le plus lourd tribut en termes de chômage et de paupérisation, et qu'à force de ne pas avoir d'avenir, la jeunesse n'a même plus de présent.
- le poids du chômage des jeunes sur l'ensemble de la société et le scandale que représente le fait qu'une société développée soit incapable de faire une place à chacun de ses jeunes.

Il était important (16 ans après le rapport de Bertrand Schwartz sur l'insertion professionnelle et sociale des jeunes) que les socialistes remettent la question en tête de leurs propositions. S'il ne s'agit pas « d'interdire » le chômage des jeunes (façon Tapie : yaka), il s'agit bel et bien d'y mettre fin. Cela a un coût. Mais il n'est pas supérieur aux exonérations de charges inefficaces consenties par les gouvernements Balladur et Juppé (65 milliards par an). Et il est bien inférieur au coût direct et indirect de la désespérance des jeunes et de son impact sur l'ensemble de la société.

Jean-François NOËL

Toute la République !

LA SYMBOLIQUE a ses droits. Par ses premiers effets d'annonce, le nouveau gouvernement donne un cap et colore ses ambitions.

En choisissant d'évoquer, dès la première semaine, la régularisation des sans-papiers, Lionel Jospin inflige un cinglant démenti à ceux qui pensent que la République trouve à droite des partisans aussi résolus et scrupuleux qu'à gauche.

Était-il républicain de maintenir sans possibilité d'acquiescer des documents d'identité, des personnes que l'on ne peut par ailleurs expulser du territoire national ? Était-il raisonnable de fabriquer sciemment sur notre sol des quasi-clandestins parmi des communautés déjà intégrées ou en cours d'intégration ? Était-il intelligent de refuser des cartes de séjour à certains membres d'une famille et pas à d'autres ?

Que de temps perdu, que de gâchis humain !

La situation, même si elle ne touche qu'un faible nombre d'étrangers, était aussi scandaleuse que dangereuse. Beaucoup avaient perdu le sens commun. Il fallait rétablir la raison, calmer les esprits, et donc retrouver le chemin des principes républicains.

D'abord, l'on s'engage devant les électeurs sur ce que l'on va faire. Ensuite, on crée du droit : en l'occurrence, on fixe les critères – inspirés du collège des médiateurs – selon lesquels l'essentiel des « sans-papiers » trouve les moyens de régularisation. Enfin, l'on applique ces critères au cas par cas.

La démarche a son terme et les étrangers qui ne répondent pas aux critères, une infime minorité, seront reconduits. L'intégration ensuite reprendra son œuvre.

Jean-Pierre PILLON

Parti socialiste et mouvement social, convergence ou antagonisme ?

CERTAINS s'étonneront d'un titre qui semble distinguer, voire opposer, des forces indissociables dans le combat de la gauche.

Les partis de gauche ne doivent-ils pas, par définition, exprimer la volonté du « peuple de gauche » ?

Le Parti socialiste n'est-il pas pour beaucoup d'entre nous le parti des salariés, principales victimes de l'hégémonie du capitalisme financier mondial ?

L'« horreur économique » produite par l'ultra-libéralisme ambiant ne doit-elle pas conduire à un front commun de résistance associant toutes les forces sociales qui refusent le chômage, l'exclusion et la fracture sociale ?

Pas si simple pour celui qui observe la réalité des faits.

En fait, les mouvements sociaux, quels qu'ils soient, se laissent rarement instrumentaliser par les partis.

Il ne faut pas oublier que le mouvement social de Mai 68, malgré sa puissance

inégalée, a été suivi quelques semaines après par un raz de marée électoral de droite qui a retardé pour longtemps l'alternance.

Les mouvements sociaux expriment des réactions de significations politiques contradictoires : manifestations massives pour la « liberté de l'enseignement » entraînant l'abandon du grand projet socialiste de service public unifié ; quelques années plus tard, manifestations non moins massives contre les modifications de la loi Faloux voulues par la droite...

Dans d'autres circonstances, ils semblent exprimer des réactions de défense corporatistes (grèves des pilotes, des internes...)

Quand ils apparaissent comme un « 3^e tour social » contre une majorité récemment élue, comme semble le montrer le mouvement de la fin 95 contre le plan Juppé, ils font apparaître dans un même temps des clivages persistants entre les organisations institutionnelles de gauche (partis et syndi-

cats) à propos de la réforme de la protection sociale.

Dans tous ces exemples, les mouvements sociaux expriment la réaction de certaines parties du corps social plus qu'un projet politique.

Par contre dans d'autres circonstances, notamment quand ils sont précédés d'une évolution en profondeur des esprits, ils peuvent imposer des réformes que les partis politiques ne pouvaient faire aboutir : que l'on se souvienne du mouvement des femmes pour la légalisation de l'IVG.

Le « bon usage » des mouvements sociaux, c'est de ne pas être à leur remorque, ni de vouloir les récupérer dans les débats d'idées internes, mais de les respecter comme des révélateurs pour le meilleur comme pour le pire de l'état de la société, et d'apporter à ceux dont les objectifs correspondent à ceux du PS des solutions politiquement crédibles.

Yves DROULERS

HUMEUR

Le retour du YakaFaukon-Géhesse

IL EST REVENU. Cette bête curieuse à trois têtes, qui a tant fait parler d'elle dans les années 1988-1993, refait aujourd'hui surface dans notre parti. Issu du YakaFaukon-Nesse, le YakaFaukon-Géhesse a plusieurs particularités. Sachez les reconnaître. Cela vous sera utile dans nos prochains débats internes.

- Le YakaFaukon-Géhesse est toujours dans la majorité du parti... à l'issue d'un congrès, quel que soit le premier secrétaire ou la composition de la majorité.
- En revanche, le YakaFaukon-Géhesse s'arrange toujours pour se retrouver dans la minorité du parti à l'approche d'un nouveau congrès (même si dans ce cas il garde toujours ses places au secrétariat national). C'est plus facile pour faire ensuite des voix.
- Le YakaFaukon-Géhesse s'exprime toujours d'abord dans la presse ou dans son journal interne, puis ensuite dans le parti, de peur sans doute de ne pas être entendu.
- Le YakaFaukon-Géhesse n'est jamais en panne de stratégie. La dernière en date était l'alliance Rose-Rouge-Vert. Mais attention, le YakaFaukon-Géhesse ne se met jamais en position d'appliquer sa stratégie. Ainsi, aujourd'hui, il a refusé d'appartenir au premier gouvernement Rose-Rouge-Vert.
- Le YakaFaukon-Géhesse a en plus une haute idée de lui-même. Pas question d'accepter un poste gouvernemental qui ne serait pas à sa hauteur. Tant pis, si cela l'exclut d'un des principaux lieux de transformation du pays. Pourtant le YakaFaukon-Géhesse a toujours plein de solutions et d'analyses à vous proposer. Il est le seul à savoir comment construire une véritable Europe sociale, même si tous les autres partenaires de la France n'en

veulent pas. Il sait également comment faire les 35 heures sans réduction de salaires en trois mois, sans faire crouler tout l'appareil productif français. Il est capable de taxer au plus fort tous les revenus financiers sans faire fuir les capitaux. Bref, cet animal parfait sait tout faire. Il n'y a guère que dans le domaine culinaire qu'il n'a pas encore sorti son livre de recettes. Quel dommage qu'il ne nous montre pas au gouvernement ce qu'il sait faire.

- Non, le YakaFaukon-Géhesse préfère la situation plus confortable de l'opposant et se réserve pour l'automne. Car à l'automne il y a LE mouvement social. Et si jamais LE mouvement social n'est pas au rendez-vous, ce n'est pas grave. Car il y a toujours un automne par an, et donc forcément, un jour, à l'automne, il y aura LE mouvement social.
- Le YakaFaukon-Géhesse est le seul capable de vous expliquer ce qu'il peut y avoir de progressiste dans n'importe lequel des mouvements sociaux en gestation ou en mouvement. Du routier à l'interne, en passant par le pilote de ligne, seul le YakaFaukon-Géhesse sait discerner où est la vraie gauche.
- Car le YakaFaukon-Géhesse est de gauche. La seule. La véritable. Et c'est pour cela qu'il est le seul à décerner les brevets et à reconnaître une véritable politique de gauche (le reste du parti étant forcément, par définition, à droite). C'est pour cela qu'il donne souvent l'impression de taper contre son propre camp. Ainsi, quand l'une de ses têtes, appelée « Juju », appelle Lionel Jospin à « envisager une crise intérieure, d'ailleurs peut-être davantage avec certains courants du PS qu'avec l'Elysée » (dans une tribune du Monde du 19 juin), n'allez pas croire à une malveillance... Le « Juju » sait réellement qui est de gauche et qui ne l'est pas dans ce pays.

Socialisme & Démocratie « *Agir pour le Renouveau Socialiste en Essonne* »

Rédaction – Administration :

7, avenue du 8 Mai 1945 91120 Palaiseau

Tél : 01 69 31 20 55 Fax : 01 60 10 90 10

Directeur de la publication : François LAMY

Vous pouvez retrouver les articles de *Socialisme & Démocratie* sur Internet : <http://winimage.com/sd91>



Pour nous contacter :

Nom :

Adresse :

Je souhaite prendre contact avec *Socialisme & Démocratie*

Je souhaite aider financièrement *Socialisme & Démocratie*

Chèque à établir à l'ordre de « *Socialisme et Démocratie en Essonne* » et à envoyer à l'adresse ci-dessus.